

Date de dépôt : 14/11/2025

Demandeur :  
Monsieur Jhason BOTTE

Pour :  
Création d'un terrain à bâtir

Adresse du terrain :  
10 Rue Jules Villegas  
27830 Neaufles Saint Martin

Cadastré : AE206

## ARRÊTÉ

### Portant annulation d'une déclaration préalable installations et aménagements non soumis à permis d'aménager au nom de la commune de Neaufles-Saint-Martin

Le maire de Neaufles-Saint-Martin,

Vu la demande de déclaration préalable installations et aménagements non soumis à permis d'aménager présentée le 14/11/2025 par M. Jhason BOTTE, demeurant, 10 Rue Jules Villegas 27830 Neaufles-Saint-Martin,

Vu l'objet de la demande :

- création d'un terrain à bâtir,
- sur un terrain situé à 10 Rue Jules Villegas
- 27830 Neaufles Saint Martin,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan local d'Urbanisme approuvé en date du 05/02/2020 et modifié le 25/05/2021,

Vu la déclaration préalable installations et aménagements non soumis à permis d'aménager déposée en date du 14/11/2025,

Vu la demande d'annulation formulée le 08/12/2025,

## ARRÊTE

### Article unique :

La déclaration préalable installations et aménagements non soumis à permis d'aménager susvisée est **ANNULÉE**.



Fait à Neaufles-Saint-Martin,  
Le, 10 DEC. 2025  
Prénom, Nom, Qualité du signataire  
**Sonia MIKOLAJCZYK,**  
Maire

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

### INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorial compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).